SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 10 AOUT 1887.

Rapport des Commissions réunies de la Justice et de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, chargées d'examiner le Projet de Loi portant réglementation du payement des salaires aux ouvriers.

(Voir les nos 66, 200, 273, 276, 279, 282 et rapport, 287 et 290, session de 1886-1887, de la Chambre des Représentants, et 130, même session. du Sénat.)

Présents : MM. DEWANDRE, Président ; MONTEFIORE LEVI, le Vicomte VILAIN XIII, DE BROUCKERE, LAMMENS, VAN VRECKEM et le Baron ORBAN DE XIVRY, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le projet qui nous est soumis a pour but de prévenir et de réprimer un des abus révélés par l'enquête du travail, en prohibant, hors les cas prévus et autorisés par la loi, le paiement du salaire de l'ouvrier en fournitures et marchandises. Moins général en Belgique que dans quelques nations voisines, où des lois successives et nombreuses se sont efforcées d'y mettre fin, cet usage, connu sous le nom de truck-système, n'existe pas moins dans certaines parties du pays; il y est encore pratiqué dans quelques industries de peu d'importance il est vrai. Les révélations produites dans l'enquête du travail ont ému l'opinion publique, on peut même dire que parmi les abus signalés, celui-ci a eu le privilège de frapper le plus vivement l'attention et d'appeler un remède prompt et efficace.

Ces très courtes considérations suffisent pour justifier la présentation du projet qui vous est soumis — il a été en effet réclamé de toute part. — Toutefois, nous pensons qu'il n'est pas inutile de remarquer que depuis la légitime émotion causée par les faits révélés dans l'enquête et qui ont motivé la loi en discussion, une sorte de réaction s'est faite, les intérêts menacés se sont alarmés et ont protesté. Inspirés par le désir de sauvegarder le sort de certaines industries et celui des ouvriers, et de maintenir l'existence d'institutions utiles à ceux-ci, des pétitions sont parvenues à votre Commission. Elles émanent des associations libres d'ingénieurs, des chambres de commerce de Liège, Huy et Waremme, de la chambre de commerce et des fabriques d'Arlon. — Cette dernière insiste sur les conséquences funestes qu'auraient pour l'industrie ardoisière du Luxembourg certaines dispo-

sitions du projet proposé par le Gouvernement. Nous croyons devoir faire remarquer en passant que les ouvriers ardoisiers du Luxembourg n'ont formulé aucune plainte sur le règlement de leur salaire lors de l'enquête.

Dans l'état actuel de la législation, il est libre à chacun de fixer et de débattre le prix et les conditions de son travail ; la loi civile ne soumet ce contrat, sous les règles générales applicables aux conventions, qu'à la seule restriction prévue par l'article 1780 du Code civil, prohibant des engagements téméraires incompatibles avec la liberté de l'homme et dont la durée et l'objet ne seraient ni limités ni précisés.

Mais, dans la situation existante, le législateur doit faire un pas de plus et avoir égard à l'inégalité des conditions des contractants. N'a-t-il pas en effet le devoir de protéger et de garantir le faible vis-à-vis du fort, l'ouvrier vis-à-vis du patron ? Personne ne le contestera, car, en fait, il n'y a pas égalité de situation entre les parties, et l'on peut affirmer que partout où il y a inégalité de conditions, il peut y avoir inégalité de traitement.

Mais l'œuvre est délicate et difficile : le législateur doit tenir la balance égale, faire la juste part des intérêts engagés, les concilier si possible, et éviter de léser une des parties en voulant trop bien la défendre.

Il s'est attaché à le faire, et nous le constaterons par l'examen des articles.

A l'article 1^{er}, le projet pose en principe que les salaires des ouvriers seront payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal ; tout autre paiement est déclaré nul et non avenu.

La loi voulant prémunir et réprimer le paiement des salaires de l'ouvrier en nature, et soustraire celui-ci à l'obligation de se pourvoir dans le magasin du patron des marchandises nécessaires à son usage, devait poser ce principe absolu, en faire la règle générale du paiement des salaires, que rien du reste ne peut représenter plus exactement que la valeur légale de la monnaie métallique ou fiduciaire.

Le projet primitif du Gouvernement, à l'imitation des législations étrangères, admettait peu d'exceptions à ce principe absolu et comprenait même dans l'article 1^{er} celle faite en faveur du logement de l'ouvrier, dont il permettait l'imputation sur le salaire.

L'article 2 autorisait des avances en cas de chômage et de maladie seulement. Mais, dans la suite, le Gouvernement lui-même et la section centrale de la Chambre apportèrent des tempéraments à ce principe. Des pétitions émanant de corps autorisés, les discussions de la Chambre, et les amendements qui en furent la conséquence confirmèrent ces dispositions.

Aussi, l'article 2 qui vous est soumis autorise-t-il le patron à fournir à ses ouvriers, en les imputant sur le salaire, non plus le logement seul, mais la jouissance d'un terrain sur lequel ils pourront construire une habitation. Tenant compte de l'intérêt bien entendu de l'ouvrier autant que de celui du patron, et des conditions nécessaires à l'exécution de certains travaux, qui exigent des outils, des instruments perfectionnés et des matériaux de premier ordre, dont le maniement pourrait offrir des dangers ; il permet encore au patron de les leur fournir et de les entretenir selon l'usage admis et les termes de leur engagement. Enfin, les patrons sont également autorisés à fournir l'uniforme ou le costume spécial que les ouvriers seraient astreints de porter.

Toutefois, ces dernières fournitures, nous voulons dire celles reprises sous les n^{os} 3, 4 et 5 de l'article 2, ne peuvent être portées en compte à l'ouvrier à un prix dépassant le prix de revient.

Il va de soi que les n^{os} 1 et 2 ne pouvaient être soumis à pareille condition.

Ce tempérament nécessaire apporté à l'article 1^{er} par l'article 2 du projet est facultatif et laissé à l'absolue liberté, aux convenances du patron et de l'ouvrier ; il est subordonné seulement pour le premier à la seule condition que nous venons de noter, et n'a besoin de nulle autorisation ; il n'en est pas de même pour les fournitures autorisées par l'article 3.

Cet article permet au patron, sous l'autorisation toujours révocable des députations permanentes, de fournir à l'ouvrier, à charge d'imputation sur le salaire de celui-ci, des denrées, des vêtements, des combustibles, mais toujours à condition que ces fournitures soient faites au prix de revient, sans compter d'autres conditions auxquelles la députation pourra subordonner son autorisation, après avoir pris toutefois l'avis du Conseil de l'industrie et du travail et de la section compétente, s'il en existe une dans la localité. Cet avis sera également nécessaire en cas de révocation, pour cause d'abus de l'autorisation donnée par la députation.

Aux termes du même article, le refus d'autorisation ou sa révocation par la députation permettent l'appel au Roi dans les délais d'un mois, à dater de la notification.

Cette disposition permettra de conserver ces économats, dont l'existence a rendu et rend encore de si grands services aux ouvriers ; elle est hautement louable.

L'article 4 n'a pas besoin d'explication, il est absolument essentiel et de haute moralité. Faisant suite à la loi récemment votée pour réprimer l'ivresse publique, il en est le complément, et l'on peut espérer qu'il contribuera pour une grande part à en assurer les bons résultats, en même temps qu'il garantira à l'ouvrier et à sa famille le fruit de son travail, dont les prémisses ne seront plus prélevés par le cabaret.

La disposition consacrée par l'article 5 est juste et son incontestable avantage est de permettre à l'ouvrier de s'épargner la charge souvent onéreuse du crédit, avantage qui ne peut être mis en balance avec les complications de travail ou d'écriture que cette prescription pourra entraîner pour certains patrons. L'usage du paiement à la quinzaine est du reste généralement répandu, et quant au travail à la pièce ou par entreprise, l'article en autorise le règlement tous les mois.

Notons à l'article 8 que l'ouvrier exerçant un commerce reste dans le droit commun pour les fournitures relatives à son commerce.

Les articles 9, 10 et 11 ne nécessitent pas de commentaires.

L'article 12 stipule que la loi ne concerne ni les ouvriers agricoles ni les domestiques, ni d'une manière générale les ouvriers logés et nourris par leurs patrons.

L'article 13 déclare que la présente loi ne sera mise à exécution qu'au 31 décembre 1887.

Si une loi peut faire disparaître un abus invétéré et aussi pernicieux qu'ingénieux à se reproduire, on peut espérer que les précautions prises suffiront pour le tuer, mais l'histoire de la plupart des pays où cette détestable pratique existe, atteste que, vrai Protée, il se reproduit sous toutes les formes. Espérons que le soin qu'on apportera à l'exécution de la loi aura raison d'un abus qui n'a que trop duré, bien qu'il ne soit pas aussi répandu en Belgique que dans d'autres pays.

(4)

Une proposition d'ajournement à l'ouverture de la prochaine session, faite au sein de la Commission, a été repoussée par trois voix contre trois et une abstention.

Le Projet de Loi lui-même a été adopté par quatre voix contre trois.

Le Rapporteur,
Baron ORBAN DE XIVRY.

Le Président,
B. DEWANDRE.